

SERVICE DE LA COORDINATION
ET DE L' ACTION ECONOMIQUE

Bureau de la Protection
de la Nature
et de l'Environnement

ARRETE COMPLEMENTAIRE

NOUS, PREFET D'EURE-ET-LOIR
Chevalier de la Légion d'Honneur,

N° 370

Vu la loi du 19 Décembre 1917 modifiée relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes et le décret du 1er Avril 1964, concernant les mêmes établissements notamment son article 15, 2ème alinéa instituant par voie d'arrêté complémentaire sans enquête de commodo et incommodo et après avis du Conseil départemental d'Hygiène, les modifications des conditions imposées à un industriel dans son arrêté portant autorisation ;

Vu la circulaire ministérielle n° 793 du 4 Juillet 1972 portant instruction relative aux règles d'aménagement et d'exploitation des ateliers de traitement de surface ;

Vu le décret n° 73.438 du 27 Mars 1973 rangeant en 2ème classe des établissements dangereux, insalubres ou incommodes les ateliers de traitement de surface sous la rubrique n° 288 1° de la nomenclature ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 Septembre 1964 autorisant la Société Anonyme Gérard MANG à installer et à exploiter à Vernouillet, 16 Route de Chartres, une usine destinée à la fabrication d'appareillage électrique d'installation ;

Vu le récépissé de déclaration en date du 16 Octobre 1974 délivré à cette société en fonction des diverses activités relevées lors d'une inspection de ses établissements et qui n'étaient pas visées par l'arrêté du 29 Septembre 1964 susvisé ;

Considérant que lors de cette inspection, il a été constaté en outre que cette société était assujettie à des classements supplémentaires, l'un rubrique 251 1° 2° (3e classe) emploi de liquides halogénés, l'autre rubrique 288 1° (2e classe) pour le traitement de surface en remplacement des rubriques 287, 288 1° 165 mentionnées sur l'arrêté initial d'autorisation et qu'il y a lieu de procéder d'une part à la régularisation de ces activités et d'autre part d'imposer à la Société Gérard MANG la mise en application des dispositions du titre III de l'instruction du 4 Juillet 1972 relative au traitement de surface des ateliers existants au moment de la parution de la circulaire susvisée.

Vu l'avis exprimé par l'Ingénieur Général des Mines, Inspecteur des Etablissements classés dans son rapport du 18 Novembre 1974 concernant les installations de surface de cette usine ;

Vu l'avis émis par le Conseil départemental d'Hygiène dans sa séance du 20 Décembre 1974 ;

Statuant en conformité des articles 15 et 32 du décret du 1er Avril 1964 ;

Sur la proposition de M. le Secrétaire Général d'Eure-et-Loir ;

A R R E T O N S :

ARTICLE 1 : Les dispositions du 3e alinéa de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 Septembre 1964 autorisant la Société Gérard MANG à exploiter dans l'usine sise à Vernouillet 16 Rue de Chartres, divers ateliers de traitement chimique et électrolytique des métaux sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes ;

- article 2 : 3e alinéa :

- atelier où l'on emploie des liquides halogénés (251 2°) 3e classe
- traitement électrolytique ou chimique des métaux (288 1°) 2e classe

ARTICLE 2 : La Société Gérard MANG devra se conformer strictement aux prescriptions indiquées ciaprès :

- I. - L'arrêté type afférent à la rubrique 405 A 1° de la nomenclature (pulvérisation de peintures à base de liquides inflammables de II catégorie) cesse de porter effet.
- II. - L'arrêté type afférent à la rubrique 289 1° de la nomenclature (galvanisation des métaux par immersion dans un bain de métal fondu) cesse de porter effet.
- III. - La Société Anonyme Gérard MANG est tenue de se conformer aux prescriptions de l'arrêté type afférent à la rubrique 251 2° de la nomenclature (atelier où l'on emploie des liquides halogénés).
- IV. - En vertu du décret n° 73.438 du 27 Mars 1973 modifiant la nomenclature, le traitement chimique et électrolytique des métaux relève de la 2ème classe sous la rubrique 288 1° se substituant aux rubriques 287, 288 1° et 165 antérieurement en vigueur et visées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 Septembre 1964.

Pour l'aménagement et l'exploitation de son atelier de traitement de surface, la S.A. Gérard MANG devra se conformer aux règles d'aménagement des ateliers de traitement de surface annexées à la circulaire du Ministre de l'environnement du 4 Juillet 1972.

Les articles 7 à 17 de ces règles seront applicables dès la mise en service des nouvelles installations et au plus tard le 1er Septembre 1975.

En particulier:

- 1°) les rejets devront être conformes aux normes définies à l'article 13.I.
- 2°) Les vapeurs captées en vertu des dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs devront être épurées.

3°) Communications à l'Inspecteur des Etablissements classés :

Les renseignements suivants devront être communiqués à l'Inspecteur des Etablissements classés :

(2)

- nature et composition des bains de traitement utilisés (article 9)
- consignes d'exploitation (article 16)
- résultat des contrôles périodiques (article 16)
- quantités de cyanures, bases, acides, sels et oxydes de métaux lourds dont il est fait usage (article 16)

4°) Etablissement de consignes.

Devront être établies des consignes :

- de sécurité (article 8)
- d'exploitation (article 16)

5°) Contrôle des rejets.

(2)

Des analyses mensuelles des effluents devront être effectuées par un laboratoire ~~amplié~~ et les résultats consignés dans un cahier de fonctionnement communiqué à l'Inspecteur des Etablissements classés. Les frais occasionnés par ces analyses seront à la charge de la Société.

6°) Evacuation des eaux.

La Société devra installer :

- une vanne sur l'émissaire d'évacuation des eaux détoxiquées ou tout autre dispositif équivalent.

Il est par ailleurs recommandé à la Société Gérard MANG de mettre en place sur l'exutoire une sonde PH avec enregistrement en continu, cette sonde commandant de préférence la vanne précédente, ou tout au moins une alarme.

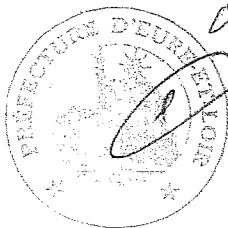
ARTICLE 3 : Le présent arrêté sera notifié à la Société Gérard MANG. Ampliations en seront adressées à M. l'Ingénieur Général des Mines (3 exemplaires), à M. le Maire de Vernouillet (2 exemplaires) et à Mme le Directeur de l'Action Sanitaire et Sociale.

Un extrait du présent arrêté sera aux frais de la Société inséré dans un journal d'annonces légales du département et affiché par les soins du Maire de Vernouillet qui nous justifiera de l'accomplissement de cette double formalité.

ARTICLE 4 : M. le Secrétaire Général de la Préfecture, ^{M. le Sous} M. le Maire de Vernouillet, M. l'Ingénieur Général des Mines, Inspecteur des Etablissements classés, M. le Directeur départemental de l'Equipement, M. le Directeur départemental de l'Agriculture, M. le Directeur départemental du Travail et de l'Emploi, M. l'Ins-

pecteur départemental des Services d'Incendie et de Secours et Mme le Directeur départemental de l'Action Sanitaire et Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour ampliation,
Le Chef de Division Délégué,



CHARTRES, le 30 JAN. 1975

LE PREFET,
C. CHARBONNIAUD